

Rencontres RAMAU
Réseau Activités et Métiers de l'Architecture et de l'Urbanisme

Savoirs et modèles de l'urbanisme et de l'architecture durables

Résumés



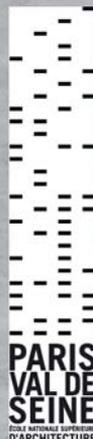
Photo : Jennifer Leoner - Affiche : Baptiste Clouzeau

14 et 15 novembre 2013

Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris Val de Seine
3/15, quai Panhard et Levassor - 75013 Paris

Cette rencontre est organisée avec le soutien
du Ministère de la Culture et de la Communication
et de l'UMR Lavue CNRS n°7218

Elle est accueillie par l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris Val de Seine



Savoirs et modèles de l'urbanisme et de l'architecture durables

**Rencontres Ramau
14 et 15 novembre 2013**

Résumés des contributions et présentation des intervenants

Après les rencontres sur les métiers de l'architecture et de l'urbanisme à l'épreuve de l'implication des habitants et des usagers, le réseau RAMAU poursuit son cycle consacré à l'évolution des savoirs et pratiques des acteurs de l'architecture et de l'urbanisme sous l'effet de l'injonction au développement durable.

L'injonction au développement d'une architecture et d'un urbanisme durables introduit des exigences nouvelles pour les professionnels, comme pour les institutions et les habitants. Elle implique la construction de nouvelles compétences et questionne de ce fait les modalités selon lesquelles les acteurs s'adaptent aux nouveaux enjeux environnementaux (climat, énergie, biodiversité, etc.). Dans le cadre des rencontres Ramau 2013, nous nous intéresserons au processus de diffusion de savoirs et pratiques nouveaux, depuis des expérimentations ponctuelles jusqu'à des modes de faire plus répandus.

Jeudi 14 novembre

1^{ère} session animée par Véronique BIAU, CRH - UMR LAVUE, Ensa de Paris-Val de Seine

• Diffusion et transferts internationaux

(1) **Les termes de la ville durable** - Elisa ROMAGNOLI, Università Cattolica del Sacro Cuore, Milan, Italie

Considérant en premier lieu l'idéal de ville durable qui s'est affirmé à niveau planétaire à la fin du XX^e siècle suite à l'essor du développement durable ; deuxièmement l'exhortation des Ministres européens à adopter une vision systémique de la ville et, par conséquent, de la ville durable aussi (Charte de Leipzig, 2007) ; enfin, les sous-domaines de la ville concernés par la loi française Grenelle 2 de 2010, nous proposons l'étude d'un échantillon de néologismes introduits dans le vocabulaire urbain francophone sous l'injonction au développement durable au cours de ces dernières années. L'analyse morphologique d'un corpus de trente-deux termes mettra en évidence le procédé néologique plus productif, tandis que l'étude des calques dans une optique de linguistique contrastive montrera la capacité de la langue française de se maintenir vivante face à l'anglicisation dominante.

Elisa ROMAGNOLI est doctorante à l'École doctorale en Sciences Linguistiques et Littéraires, Université Catholique du Sacré-Cœur, Milan. Sa recherche porte sur la terminologie française de l'urbanisme (directeur de thèse : M.T. Zanola). Elle a publié « L'écologie urbaine: analyse de sept néologismes clés », *Plaisance* n°28, 2013, et « La ville intelligente : politiques linguistiques et terminologie néolatine », Actes de la IXe Journée Scientifique Realiter (s.p.).

(2) **Comment la finance modèle l'immeuble durable ?** - Cyril BOISNIER, UMR LATTIS, Université Paris-Est

Cette communication propose d'approfondir les travaux sur la fabrication de la ville durable à travers le rôle des médiateurs financiers dans la construction sociale des certifications de la qualité environnementale des immeubles tertiaires. Sous l'angle d'un marché de normes, nous questionnons en particulier la manière dont le système d'acteurs urbains privés et les parties prenantes confrontent, dans des rapports de pouvoir, à la lumière d'actions collectives, les principales certifications internationales. Nous faisons l'hypothèse, que dans une logique d'optimisation du risque-rendement, les choix des investisseurs promoteurs en matière de certification se réalisent en adéquation avec le cadre autoréférentiel du système financier comme le témoigne une normalisation de l'immeuble durable par l'emploi du rating.

Après de nombreuses années passées au sein de grandes entreprises de la construction et de l'immobilier, **Cyril BOISNIER** enseigne aujourd'hui l'économie-gestion à l'université Clermont II et est chercheur associé au LATTIS sur les thèmes de la financiarisation de l'immobilier et du développement durable.

(3) **Les trajectoires concomitantes des toitures végétalisées en Amérique du nord : enjeux, connaissances et actions locales** - Gilles DEBIZET, UMR PACTE, Université Grenoble

Technique ancienne mais objet d'un consensus croissant, le toit vert semble être devenu un modèle de l'architecture durable. Sa progression rapide dans les grandes villes nord-américaines s'explique davantage par l'action des municipalités que par ses avantages relatifs pour les propriétaires ou l'adhésion des acteurs de la construction. Pression environnementale du gouvernement fédéral sur les métropoles, diffusion continentale de savoir-faire, fabrication d'un bien commun local et incitations technico-économiques locales ciblées sont les ingrédients du déploiement des toits verts sur le continent.

Gilles DEBIZET est maître de conférences à l'université de Grenoble-Alpes où il a co-fondé en 2001 puis dirigé le master Maîtrise d'ouvrage et management de patrimoine bâti, après avoir exercé dans l'industrie et en lycée. Ingénieur en environnement (INPG), agrégé de génie civil et énergétique (ENS) puis docteur en aménagement de

Paris I (2004), il enseigne le management environnemental de projets. Il codirige — avec Patrick Criqui — la thématique « Transition Énergie Environnement » de l'UMR PACTE ; ses recherches actuelles portent sur la transformation des expertises urbaine et immobilière et la diffusion des innovations relatives à l'énergie et à l'adaptation au changement climatique : Écoquartier Nexus Énergie, Chemins de l'innovation urbaine.

2^{ème} session, animée par Patrice GODIER, PAVE, associé à l'UMR Centre Emile Durkheim, ENSAP de Bordeaux

- **Institutionnalisation des instruments et démocratie locale**

(1) **Les "nouveaux" modèles de régulation de et pour la ville durable : indicateurs, guides, labels, prix,...** - Guillaume FABUREL, Institut d'Urbanisme de Lyon, UMR Triangle, Ecole Normale Supérieure de Lyon

Une recherche centrée sur les *Impensés socio-démocratiques de la ville durable* a été menée en 2012 et 2013 pour le compte de l'ADEME. Cette recherche a réuni un groupement de douze chercheurs et bureaux d'études ainsi que cinq agences d'urbanisme partenaires (Lyon, Béthune-Artois, Tours, Toulouse et Montbéliard). Le partenariat avec les agences d'urbanisme a donné lieu, de mai à décembre 2012, à un cycle d'ateliers territoriaux. Ces ateliers poursuivaient plusieurs objectifs, sur un constat commun : malgré l'omniprésence du développement durable dans les discours et projets scientifiques, institutionnels et professionnels, la recherche et l'action dialoguent (encore) peu sur quelques points chauds socio-démocratiques de cette notion (conceptions en jeux de la ville et de l'environnement, valeurs et principes de l'action urbaine ou encore rôle des habitants dans de telles constructions). Nous proposons ici de rendre compte de cette série d'ateliers, et plus particulièrement d'interroger les modèles (ex : de la planification urbaine), les « nouvelles » formes inter-territoriales de la régulation (indicateurs, guides... et « politiques de la récompense » : labels, certificats, prix...) de et pour la ville durable, leurs normativités technique et normalisations par de « nouveaux » types d'expertise locale... tout ceci notamment sous l'angle de l'implication démocratique des citoyens.

Géographe de formation, docteur en urbanisme, aménagement et politiques urbaines, **Guillaume FABUREL** est professeur à l'université Lumière Lyon II (IUL), chercheur à l'UMR Triangle (CNRS, université Lyon II, IEP de Lyon et Ecole normale supérieure) et coordinateur du bureau de recherches Aménités. Ses travaux portent sur les enjeux environnementaux et paysagers des grands projets d'équipement et leurs conflits, sur la justice environnementale comme nouvelle axiologie urbaine ou encore sur la question de la participation et des savoirs habitants dans les dispositifs de l'action territoriale. Il a notamment coordonné la recherche sur les Impensés socio-démocratiques de la ville durable, pour l'ADEME (2012-2013).

(2) **La fabrication d'écoquartiers comme stratégie de développement de nouvelles compétences au sein des collectivités locales** - Michael FENKER, LET, UMR LAVUE, Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-La Villette

En prenant appui sur une étude récente de la fabrication des écoquartiers en France, la communication présentera une analyse de la portée des expérimentations que des collectivités et des maîtres d'ouvrage urbains ont engagé à l'occasion de telles opérations, intégrant une dimension participative dans la prise en charge d'objectifs de durabilité. Quelle est la capacité d'innovation des collectivités pour transformer leurs pratiques et leur organisation de projet (les systèmes d'acteurs, le déroulement, les dispositifs) ? Comment abordent-elles l'enjeu de la pérennisation des expériences et des compétences ainsi que celui de leur diffusion en dehors de l'opération au cours de laquelle elles ont été élaborées ?

Michael FENKER est architecte, docteur en sciences de gestion, chercheur à l'Ecole nationale supérieure d'architecture Paris-La Villette, directeur du LET-UMR LAVUE. Ses travaux portent sur l'espace comme ressource dans les organisations

destinataires des projets et sur les savoirs et modes de coopération des acteurs de la production architecturale et urbaine. Dans le cadre des recherches en cours, il étudie les démarches de fabrication de quartiers durables, en s'intéressant aux modalités d'implication des habitants, à l'ingénierie de projet et aux processus d'apprentissage collectif.

(3) **Labels, bonnes pratiques, indicateurs : innovation ou reproduction?** - Luna D'EMILIO, AMUP, Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Strasbourg, Institut National des Sciences Appliquées

Dans la traduction opérationnelle du développement durable, la normalisation est un phénomène qui concerne de plus en plus les transformations urbaines ; ce phénomène n'est cependant pas nouveau dans le domaine de l'aménagement du territoire. A partir de trois de ses objets significatifs — les indicateurs, les labels, les bonnes pratiques — nous proposons ici une réflexion sur le statut épistémologique des pratiques de normalisation, de ses approches et de ses dérives (ou déjà vus). Nous esquisserons également des pistes pour une évolution possible normalisation dans le domaine de l'urbain, notamment à travers la question de l'articulation entre normes locales et normes globales, sur l'hybridation de savoirs narratifs et savoirs scientifiques.

Luna D'EMILIO est architecte et docteur en urbanisme. Elle mène ses activités de recherche au sein du laboratoire AMUP/ENSAS, notamment autour de l'émergence de la « métropole durable » à Strasbourg, de ses acteurs et de ses figures ; elle est également maître assistant associé à l'ENSA Grenoble. Publications récentes : « La ville durable : personnages en quête d'auteur », *Les Cahiers de la recherche architecturale et urbaine*, 26/27, 2012, pp.97-102 ; « Les cultures de projet locales au prisme du développement durable. Un questionnement sur la Trame Verte et Bleue et le Plan Climat Energie Territorial à Strasbourg », rapport final de recherche POPSU2, 2013.

3^{ème} session, animée par Théa MANOLA, UMR LADYSS & Atelier de recherche Politopie

● **Lotissements : recyclage et transformation**

(1) **Le lotissement comme « modèle » de ville durable ? Les écoquartiers du XIX^e siècle à Bordeaux** - Chantal CALLAIS, GEVR, associé à l'UMR ADES, École Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysage de Bordeaux

Les lotissements de pavillonnaires sont ciblés comme l'une des causes premières de l'étalement urbain, mais la maison individuelle reste le rêve de la majorité des français, y compris des élus qui partagent la même culture de l'habiter « idéal ». Ainsi, sans intention de prôner l'habitat individuel, il est intéressant d'observer comment une ville dense, cohérente et « passante » a pu être fabriquée à partir des mêmes « ingrédients » que les zones pavillonnaires, à savoir la maison individuelle et la procédure du lotissement. À partir de l'exemple des quartiers de maisons de Bordeaux du XIX^e siècle, la contribution propose une relecture de cette ville historique, menée au crible de critères reconnus comme définissant une ville et une architecture durables et selon une procédure simple encore couramment en usage : forme urbaine écologique, densité performante, confort de vie, mixité sociale et fonctionnelle, évolutivité... L'analyse montre l'évolution de ces quartiers depuis leur création et leur potentiel de référence pour des opérations contemporaines.

Chantal CALLAIS est architecte, docteur en histoire de l'architecture, enseignante à l'ENSAP de Bordeaux, chercheur à l'UMR 5185 Adess (Université de Bordeaux III), responsable du GEVR (équipe de recherche BRAUP). Ses recherches portent sur la morphogenèse de la ville et de l'architecture « ordinaires » et sur l'histoire de la profession d'architecte. Elle est l'auteur de plusieurs ouvrages et articles sur les architectes de fonction au XIX^e siècle, leur statut et leur production, et sur la genèse des villes, en particulier la fabrication de la ville par addition de lotissements à travers l'histoire.

(2) **Construire dans son jardin. L'habitant pavillonnaire, acteur-clef de la densification des lotissements**

- Jean-Michel LEGER, IPRAUS, UMR AUSser, Ecole Nationale Supérieure d'Architecture Paris-Belleville

Médiatisé par le mouvement Bimby (*Build in my backyard*), l'encouragement de la division parcellaire est aujourd'hui présenté comme un moyen, modeste mais accessible, de limiter l'étalement périurbain et de régénérer des tissus pavillonnaires réputés être les plus résistants à toute évolution. Un exemple pris dans un lotissement de la périphérie d'Annecy révèle le mécanisme de l'interaction entre le PLU, les projets de certains habitants et le conservatisme d'un voisinage prêt toutefois à emprunter la voie des premiers audacieux. Car, dans un lotissement, la solidarité entre colotis est autant sociologique que juridique, ce qui explique que le permis de diviser le terrain offert par le règlement urbain soit perçu comme un permis de diviser la communauté des colotis. Le PLU n'est ainsi que le préalable à une dynamique qui doit être soigneusement négociée et accompagnée par les collectivités locales.

Sociologue, ingénieur de recherche CNRS, **Jean-Michel LEGER** est chercheur à l'Ipraus/Ensa Paris-Belleville/UMR AUSser. Après avoir longtemps privilégié l'évaluation du logement collectif (*Derniers domiciles connus. Enquête sur les nouveaux logements 1970-1990*, Créaphis, 1990 ; *Yves Lion. Logements avec architecte*, Créaphis, 2006) ses travaux se sont orientés vers l'étude de l'habitat individuel et intermédiaire (*Lotir les lotissements*, Puca, 2008, en attendant la publication des évaluations des maisons de Siza à Évora (Portugal) et de la cité Manifeste à Mulhouse). En 2012, la parution d'*Usage* aux Éditions de la Villette proposait une réflexion sur l'instrumentalisation de cette notion par les architectes.

Table ronde animée par Nadine ROUDIL, CSTB et Géraldine MOLINA, IRSTV Nantes

• **Les savoirs environnementaux dans la fabrique de la ville**

La lutte contre le changement climatique s'est imposée comme une question majeure pour penser et mettre en œuvre la ville « durable ». Dans ce contexte, la prise en compte des enjeux climatiques et énergétiques dans la gestion et la fabrication des territoires repose bien souvent sur une mobilisation forte des sciences environnementales et sciences de l'ingénieur (physique du climat, génie urbain) et des savoir-faire techniques (experts privés de l'énergie et du climat). Pour élaborer des diagnostics et des stratégies d'atténuation des gaz à effet de serre et d'adaptation à différentes échelles (bâtiment, quartier, ville, agglomération), la modélisation, les approches quantifiées (calcul des GES, mesures des phénomènes atmosphériques, etc.) et l'approche par scénario constituent autant de démarches qui font désormais référence.

Comment ces savoirs et méthodes des ingénieurs et physiciens tendent-ils à se constituer en nouveaux modèles de l'urbanisme et de l'aménagement durables ? Plébiscités par les acteurs de la gestion et de la fabrication des espaces (Etat, collectivités territoriales, aménageurs, etc.), fortement attendus dans les grands appels à projet de recherche sur la ville durable, ces savoirs et méthodes constituent en effet des références « dominantes » pour penser et construire la ville durable. Dans leur ombre, d'autres formes de savoirs et méthodes peinent à faire valoir leur légitimité. Quelles perspectives d'articulation les connaissances et méthodes des physiciens et ingénieurs permettent-elles d'ouvrir avec d'autres formes de savoirs et savoir-faire concurrents ou complémentaires ? Comment s'opère la rencontre entre les connaissances et compétences issues des professionnels de l'aménagement urbain et des spécialistes de l'énergie et du climat ? Comment relever les défis d'une interdisciplinarité « radicale » à même de saisir le problème climatique dans sa complexité en organisant des interfaces entre les savoirs issus du monde de l'ingénierie et des sciences physiques et du monde des sciences humaines et sociales (géographie, sociologie, anthropologie, etc.) — qui sont invitées, lorsqu'elles abordent la question énergétique, à développer des méthodes susceptibles d'être associées ? Comment organiser l'articulation entre ces savoirs co-construits et l'action sur les espaces de la ville en facilitant leur appropriation par les acteurs professionnels et institutionnels ?

Avec **Jean-Pierre LEVY**, directeur de recherche CNRS et directeur du LAVUE, ENSA Paris-Val de Seine ; **Florence RUDOLF**, professeure des Universités, directrice adjointe de l'Equipe Associée Amup, Ensas et Insa de Strasbourg ; **Morgane COLOMBERT**, responsable du pôle énergie-climat, Ecole des Ingénieurs de la Ville de Paris ; **François MENARD**, chargé de projet au département Société urbaine et Habitat du PUCA ; **Anne GRENIER**, animatrice de recherche Bâtiment Mobilité Urbanisme Climat à l'ADEME

Vendredi 15 novembre

4^{ème} session, animée par Gilles DEBIZET, Université de Grenoble, UMR PACTE

- **Le modèle écoquartier (1) : genèse et labellisation**

(1) **Le moment écoquartier. Expérimentations, programmes d'action publique, débats définitionnels en France à la fin des années 2000** - Isabelle GRUDET, LET, UMR LAVUE, Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-La Villette

La communication postule l'existence en France d'un « moment *écoquartier* », situé entre le lancement de Grenelle de l'environnement en 2007 et le lancement du label EcoQuartier en 2012. Celui-ci se caractériserait par une présence récurrente de ce terme dans les milieux opérationnels et universitaires et par une tension autour de son usage, instrument revendicatif d'une cause pour certains militants, diffuseur d'une nouvelle approche de l'urbanisme portée par les services de l'Etat, expression du discours politique pour les contestataires de ce dernier. La variété des situations dans lesquelles le mot est utilisé tend à rendre vaine la recherche d'un « modèle » du même nom, d'autant qu'une enquête sur les opérations ainsi qualifiées en montre la variété aussi bien du point de vue de leur nature que des éléments de durabilité mis en œuvre.

Isabelle GRUDET mène des recherches sur la constitution, durant le XXe siècle en France, de savoirs et de savoir-faire au sein des champs de l'urbanisme et de l'architecture. Elle étudie les discours et les postures des professionnels, des chercheurs et des institutionnels et met l'accent sur leurs croisements, oppositions ou rencontres. Elle étudie les images iconiques et verbales qui circulent dans le monde de l'aménagement et travaille depuis quelques années sur celles qui renvoient au durable.

(2) **Le Label français Ecoquartier : construction et partage des connaissances en aménagement durable** - Rebecca PINHEIRO-CROISEL et Franck AGGERI, CGS, Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris

En Europe, depuis le début des années 2000 nous assistons à l'émergence concrète de projets urbains et d'outils d'évaluation dans les champs de l'architecture et de l'urbanisme durables. Depuis, la France est le théâtre d'un mouvement collectif de construction et de partage de connaissances dans le domaine de l'aménagement durable. Que ce soit à travers des projets d'aménagement d'écoquartiers ou de la construction d'instruments d'aide ou de régulation de la conception de projets, la particularité des entreprises de ville durable à la française est une action collective et presque simultanée de mise en forme des concepts et connaissances. Il ne s'agit pas seulement d'un projet unique vitrine du savoir-faire français, ou d'un outil de dissémination de ce savoir, mais plutôt un cheminement de construction de savoirs. Nous avons ici choisi d'analyser une démarche fédérative et d'ampleur nationale qui a rassemblé un grand nombre d'acteurs de fonctions diverses autour de la construction d'un outil d'aide à la conception et d'évaluation des projets d'écoquartier. Après quatre années de travaux la démarché

EcoQuartier se présente comme une action collective de construction de la doctrine nationale d'aménagement durable.

Rebecca PINHEIRO-CROISEL est ingénieur urbaniste, docteur spécialisée en gouvernance des villes et pilotage des politiques de développement durable. Actuellement chercheur à MINES ParisTech, ses derniers travaux traitent le pilotage des projets urbains soutenables et innovants. Elle est auteur de l'ouvrage *Urbanisme Durable, pilotage des collectifs d'innovation* (Presse des Mines).

Franck AGGERI, est professeur à MINES ParisTech, directeur du département EMS (Economy, Management, Society). Docteur spécialisé en RSE et gouvernance du développement durable, son dernier ouvrage est intitulé *L'activité marchande sans le marché*, Presses des Mines.

5^{ème} session, animée par François MENARD, Plan Urbanisme Construction Architecture, MEDDE

- **Le modèle écoquartier (2) : réception (en France et dans le monde)**

- (1) **« 24 heures dans la vie d'un écoquartier en 2020 », Regard sur les représentations des collectivités locales candidates à l'appel à projets EcoQuartier 2011** - Juliette MAITRE et Nathalie RACINEUX, CETE Ouest, Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie (MEDDE), Olivier BACHELARD, CETE Lyon, MEDDE, Florence DROUY, CETE du Sud-Ouest, MEDDE

Après deux appels à projets, un club national, de multiples conférences et formations, et aujourd'hui les premiers labels, qu'en est-il de l'intégration du référentiel EcoQuartier par les collectivités ? Au travers de l'analyse des récits sur la vie future dans le quartier, produits par les candidats dans le cadre de l'appel à projets EcoQuartiers 2011, nous avons interrogé les représentations des porteurs de projet sur les EcoQuartiers. Ce sont au final presque 300 textes qui ont été passés au crible d'une analyse lexicale puis thématique en prenant comme base le référentiel du ministère. Il en ressort un certain nombre d'enseignements quant aux représentations des collectivités sur les écoquartiers.

Juliette MAITRE est ingénieure, architecte et urbaniste au Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement de l'Ouest. **Nathalie RACINEUX** est sociologue, au Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement de l'Ouest également. **Florence DROUY** est ingénieure, docteure en géographie au Centre d'Etudes de l'Equipement du Sud-ouest, et **Olivier BACHELARD** est ingénieur, architecte, au Centre d'Etudes de l'Equipement de Lyon. Les CETE (centres d'études techniques de équipement) sont des services déconcentrés apportant des prestations d'ingénierie dans les différents domaines du ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie.

- (2) **Modèle de la conception urbaine durable. L'écoquartier ?** - Caroline LECOURTOIS, MAACC, UMR MAP, Ecole Nationale Supérieure d'Architecture Paris-La Villette

Cette communication rend compte d'une étude qui participe d'une recherche qui vise à « inventer » (au sens archéologique du terme) les manières dont les considérations écologiques et durables influencent les processus de la conception de l'espace urbain, en vue de construire une connaissance des opérations cognitives de la conception dite durable. Une riche et complexe littérature vise à présenter l'implication d'une politique générale du développement durable sur l'aménagement de l'espace. Bien qu'elle présente des prescriptions sous forme de cibles ou de listes d'indices à utiliser comme outils d'aide à la décision dans la réalisation de projet, les questions demeurent de savoir comment ces outils sont interprétés par les concepteurs et comment ils influencent les formes et les mesures de l'espace architectural, urbain, paysager ou territorial. Nous proposons d'emprunter le point de vue de l'architecturologie appliquée en vue d'éclairer ces questions par des analyses de contenus de textes et de cas d'écoquartiers.

Caroline LECOURTOIS est architecte et docteur en urbanisme et aménagement de l'espace. Elle est maître-assistante à l'ENSAPLV et chercheur au MAP-Maacc (UMR3495-CNRS-MCC). Ses recherches portent sur les activités cognitives de la conception architecturale et urbaine et les assistances informatiques à ces activités. Elle utilise les connaissances architecturologiques et les sciences cognitives pour développer des méthodes de recherche empiriques visant à éclairer les mécanismes des pratiques de l'architecture contemporaine.

- (3) **La ville durable à l'export produite par les experts français et reçue au Maroc : premiers enseignements sur les éco-projets dans la région de Rabat/ Casablanca** - Pierre-Arnaud BARTHEL, UMR LATTS, Ecole des Ponts ParisTech, Université Paris-Est

Depuis la fin des années 2000, des projets affichés comme « éco-quartiers » ou « quartiers durables » ou « villes vertes » ont été lancés au Maroc. A l'échelle du pourtour méditerranéen, le pays est en nombre le champion des projets urbains labellisés « durables ». Deux projets de villes nouvelles pilotés par Al Omrane (Sahel Lahyia et Chrafate) visent dès 2010 ce qualificatif auxquels on peut ajouter les projets du développeur Alliances (BabDrâa, Casa-Sindibad), ou encore ceux de CDG Développement. Enfin, plusieurs villes (ou projets dans ces villes) ont été déclarées « ville verte ». Ainsi, après la ville d'Ifrane, d'autres villes comme Rabat, Benslimane et Benguerir s'inscrivent dans cette dynamique. Ces nouvelles qualifications signent, c'est notre hypothèse, une évolution des modes de faire du projet urbain dans le Royaume vers des opérations plus écologiques, mais aussi plus inclusives et pilotées par une gouvernance mieux partagée par rapport à une première génération de projets urbains très extraterritoriaux et ciblés pour les classes aisées les plus solvables.

Pierre-Arnaud BARTHEL est maître de conférences en urbanisme à l'Université Paris-Est Marne la Vallée et au LATTS. Ses dernières publications abordent le référentiel de la ville durable dans le monde arabe : Barthel P.-A. et Monqid S., 2011, *Le Caire, réinventer la ville*, Autrement, collection « Villes en mouvement » ; Barthel P-A et Zaki L., dir., 2011, *Expérimenter la « ville durable » au sud de la Méditerranée*, éditions de L'Aube.

6^{ème} session, animée par Anne GRENIER, ADEME

- **Apprentissage et formation à l'architecture et l'urbanisme durables**

- (1) **Les processus et conditions d'apprentissage pour un urbanisme plus durable** - Florence MENEZ, UMR Triangle, Ecole Normale Supérieure de Lyon

L'analyse et la comparaison entre quatre villes des processus d'apprentissage et d'évolution des pratiques, menant les acteurs à aménager plus durablement, amènent aux questions suivantes : Quels changements de pratiques durables, au sens de pérennes, dans la conduite d'un projet urbain ? Quel impact des projets dits « EcoQuartier » ou « quartiers durables » dans l'expérimentation de ces pratiques ? Par quels canaux sont diffusées ces nouvelles pratiques dans la production ordinaire de la ville ? Pour chaque ville, la réalisation de ces projets voulus exemplaires, montre un renforcement de la maîtrise d'ouvrage du projet. Ces projets ont bénéficié de conditions favorables à leur réalisation : cycles immobiliers croissants, investissements publics lourds, mobilisation d'ingénierie supplémentaire. Dès lors, passer du projet exceptionnel à la production banale de la ville se fait à travers différents leviers, qui diffèrent d'une ville à l'autre selon la culture urbaine locale et le portage politique. Enfin, l'analyse montre le rôle primordial des individus dans ce processus.

Florence MENEZ est ingénieur et docteur en aménagement et urbanisme. Actuellement, chef de projet « aménagement durable » au Cerema, elle est également chercheuse associée Laboratoire Triangle, UMR 5206. Ses travaux portent essentiellement sur l'organisation de la maîtrise d'ouvrage urbaine, les liens entre acteurs publics et acteurs privés et sur l'optimisation des montages économiques des projets d'aménagement.

(2) **Forum des Métiers (A)ménager autrement : un modèle sans modèle ?** - Daphné VIALAN, UMR Triangle, Université Lyon II, Aménités

On voit aujourd'hui foisonner des initiatives, que ce soit dans le secteur de l'habitat alternatif (groupé, participatif, coopératif, autoconstruit...), de la réorganisation de circuits économiques (via des commerces en circuits courts, dans une optique de solidarité sociale et/ou territoriale) ou encore des interventions directes sur l'espace public et la nature en ville (jardin, chantier nature, ferme...), qui deviennent des actants territoriaux et urbains de plus en plus visibles et concourent à questionner la fabrique instituée de la ville. Or, en 2012 à l'Institut d'Urbanisme de Paris puis en mars 2013 à l'Institut d'Urbanisme de Lyon, deux Forums des Métiers «(A)ménager autrement» ont réuni plus d'une centaine d'acteurs politiques, institutionnels, coopératifs et associatifs. Du fait du réseau d'acteurs qu'elles ont réuni, ces journées sont un terrain idéal pour analyser le « processus de diffusion de savoirs et pratiques nouveaux, depuis des expérimentations ponctuelles jusqu'à des modes de faire plus répandus » (appel Ramau). Nous nous demanderons alors dans quelle mesure ces initiatives diverses peuvent faire modèle pour une ville plus durable ? Quelle est leur capacité à générer des modèles, à se dupliquer, se transférer, ou faire système ? Comment passe-t-on de l'expérience singulière au modèle ?

Après une formation initiale en management (ESSEC), **Daphné VIALAN** a fait le choix de se consacrer à la recherche et l'enseignement. Sa formation en sciences sociales (géographie), à l'EHESS puis à l'Institut d'urbanisme de Paris, est guidée par un questionnement sur les modes de vie urbains au regard de notre appréhension de l'environnement : à la recherche de ce que l'on pourrait appeler un « habiter environnemental ». Elle réalise un travail de thèse sur les transformations par l'environnement de l'agir collectif et de ses savoirs attenants, dirigée par Guillaume Faburel, à l'université Lyon II, au sein du laboratoire Triangle.

(3) **Du « modèle pré-confectionné » à la « transposition raisonnée » : quelle(s) modalité(s) d'enseignement de l'urbanisme durable ?** - Gabriella TROTTA BRAMBILLA, UMR PACTE, Université de Grenoble, Ecole Polytechnique de Milan

La communication s'intéresse au rôle des enseignements universitaires dans la définition et la transmission de la notion et des pratiques du développement durable aux futurs concepteurs de la ville. Le texte questionne en particulier les enseignements pratiques, comme les travaux dirigés et les ateliers, vis-à-vis de l'émergence et de la cristallisation de certaines pratiques et thématiques liées au développement durable. L'argumentation vise à montrer que certains éléments de « doctrine » se manifestent dans les travaux d'atelier des étudiants, mais aussi que la transposition des exemples dans des contextes particuliers demande une adaptation qui amène à une réflexion plus systémique, qui dépasse la simple application de modèles pré-confectionnés.

Gabriella TROTTA-BRAMBILLA, architecte et urbaniste, doctorante en urbanisme. Professionnelle libérale avant d'être chercheur, elle s'intéresse principalement à la relation entre transports et développement durable, ainsi qu'à la place et à légitimité du projet (territorial/urbain/architectural) dans les démarches de recherche inductive.

Synthèse et conclusions

Cyria EMELIANOFF, professeur en géographie, aménagement et urbanisme, UMR ESO, Université du Maine

Professeur en géographie, aménagement et urbanisme à Université du Maine (Le Mans), **Cyria EMELIANOFF** est une spécialiste du thème de la ville durable. Elle a coordonné plusieurs programmes de recherches sur le sujet : « Risques, vulnérabilité et politiques de développement durable en milieu urbain » à l'Université du Maine ; « L'investissement habitant des lieux et milieux de vie : une condition du renouvellement urbain ? » au PUCA (Plan Urbanisme Construction et Architecture). Elle est auteur de : « Les pionniers de la ville durable. Récits d'acteurs, portraits de villes en Europe » (avec Ruth Stegassy), Editions Autrement, mars 2010.

Organisation scientifique des Rencontres des 14 et 15 novembre

Coordination scientifique :

Gilles Debizet, maître de conférences à l'UJF, membre de l'UMR PACTE, Université Grenoble

Patrice Godier, enseignant et chercheur, membre du Laboratoire Profession Architecture Ville et Environnement (PAVE), associé l'UMR Centre Emile Durkheim, Ensap de Bordeaux

Géraldine Molina, post-doctorante à l'Institut de recherche en sciences et techniques de la ville (IRSTV), Ecole Centrale de Nantes

Comité scientifique :

Véronique Biau, directrice du Centre de recherche sur l'habitat (CRH - UMR LAVUE), Ensa de Paris Val de Seine

Michael Fenker, directeur du Laboratoire Espaces Travail (LET - UMR LAVUE), Ensa de Paris La Villette

Isabelle Grudet, chercheure au Laboratoire Espaces Travail (LET - UMR LAVUE), Ensa de Paris La Villette

Laure Héland, chercheure au Laboratoire Espaces Travail (LET - UMR LAVUE), Ensa de Paris La Villette

Elise Macaire, chercheure au Laboratoire Espaces Travail (LET - UMR LAVUE), Ensa de Paris La Villette

Nadine Roudil, chercheure au Laboratoire Services Process Innovations, Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB),

Helène Subrémon, chercheure au Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés (UMR LATTs), ENPC, UPEMLV

Le réseau RAMAU est un réseau de la recherche architecturale et urbaine du ministère de la Culture et de la communication. Il a pour mission de développer les échanges scientifiques entre chercheurs, comme entre chercheurs, professionnels et responsables territoriaux ou administratifs, sur l'évolution des acteurs et des modes d'action en architecture et urbanisme. Il offre un site d'information : www.ramau.archi.fr et a publié aux éditions de La Villette :

- Organisations et compétences de la conception et de la maîtrise d'ouvrage en Europe, 2000.

- Interprofessionnalité et action collective dans les métiers de la conception, 2001.

- Activités d'architectes en Europe, nouvelles pratiques, 2002.

- Projets urbains. Expertises, concertation et conception, 2006.

- La qualité architecturale. Acteurs et enjeux, 2009.

- L'implication des habitants dans la fabrication de la ville. Métiers et pratiques en question, 2013.

Chez d'autres éditeurs :

- Evaluer les partenariats public-privé en Europe. Presses de l'école nationale des Ponts et Chaussées, 2009.

- La fabrication de la ville. Métiers et organisations, Editions Parenthèses, 2009.

Dans la revue Métropolitiques :

- Fabriquer la ville à l'heure de l'injonction au "durable", Actes de colloque, 2012

RAMAU : LET — ENSPLV, 144 avenue de Flandre, 75019 Paris - ramau@archi.fr www.ramau.archi.fr

RESPONSABLE

Elise Macaire (LET-LAVUE)

SECRETARIAT SCIENTIFIQUE

Véronique Biau (CRH-LAVUE) Michael Fenker (LET-LAVUE)

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Gilles Debizet (PACTE) Patrice Godier (PAVE) Isabelle Grudet (LET-LAVUE) Laure Héland (LET-LAVUE) Géraldine Molina (LISST-Cieu) Nadine Roudil (CSTB) Hélène Subrémon (LATTs)